

Colloque sur l'enseignement des questions socialement vives en Histoire et en Géographie

Organisé par le SNES et par le CVUH à Paris, les 14 et 15 Mars 2008

Programme, résumés et sélection bibliographique

L'enseignement de l'histoire n'est décidément pas celui de temps définitivement révolus : l'actualité s'invite régulièrement dans les cours, et parfois à l'initiative des hommes politiques. Enseignement du fait religieux, destruction des juifs en Europe, esclavage, colonisation et décolonisation, immigration, mémoires de la Résistance, autant de sujets vifs qui suscitent des controverses dans l'espace public, mais que les programmes scolaires tiennent parfois à distance.

L'enseignant, lui, doit bien s'en débrouiller : comment faire face à la double difficulté de traiter des questions qui font l'objet d'intérêt et de réactions particulières des élèves, et également d'instrumentalisation par le pouvoir ou des mouvements d'opinion ?

Dans ce contexte d'injonctions politiques fortes vis-à-vis d'une discipline censée participer de la construction d'une « identité nationale et européenne », une réflexion sur l'enseignement de ces questions vives nous paraît essentielle.

Ce colloque est organisé en partenariat par le Syndicat National des Enseignements du Second degré (<http://www.snes.edu>) et par le Comité de Vigilance face aux Usages publics de l'Histoire (<http://cvuh.free.fr>). Le CVUH est une association d'historiens qui s'est élevée en particulier contre la loi du 23 février 2005 sur le « rôle positif » de la colonisation.

Vendredi 14 mars 2008

LES PROBLEMES POSES PAR L'ENSEIGNEMENT DES QUESTIONS VIVES

Eurosite République, 8 bis, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris (M° République)

Matinée (9h30-13h)

- ♦ **Ouverture du colloque par Roland Hubert** (co-secrétaire général du SNES-FSU).
- ♦ **« Deux paradigmes pour penser l'enseignement de l'histoire-géographie ou peut-on introduire les questions socialement vives en histoire-géographie ? » par Nicole Tutiaux Guillon** (professeure des universités, IUFM Nord Pas de Calais université d'Artois, membre du laboratoire THEODILE, université de Lille 3).

Une « question socialement vive » (QSV) peut être définie comme une question où s'affrontent des valeurs et des intérêts, une question parfois chargée d'émotions... souvent politiquement sensible dont les enjeux sont importants pour le présent et l'avenir commun. Elle implique un débat qui se situe au niveau de la société (quoiqu'à diverses échelles) mais peut se doubler d'un débat scientifique. Une QSV est une question intellectuellement complexe que les faits, les preuves, l'expérimentation ne suffisent pas à trancher. Elle suppose d'accepter l'incertitude et l'absence de consensus, dans la production des savoirs et dans leur usage. L'histoire-géographie est une « discipline scolaire » [...]. Ce qui signifie que la discipline est organisée par des éléments stables : des contenus usuels, prescrits ou résultants des coutumes (la vulgate), incluant des documents... ; des pratiques d'enseignement stables, considérées comme normales pour enseigner, inciter les élèves à étudier, évaluer les acquis... ; des finalités installées (depuis la fin du XIXe siècle !) et auxquelles adhèrent les enseignants et plus largement la société. [...] Quelles finalités sont davantage prises en charge lorsque on traite des QSV ? Quelles autres sont reléguées à l'arrière-plan ?

Publications : « Le difficile enseignement des « questions vives » en histoire-géographie », dans A. Legardez et L. Simonneaux (dir.), *L'école à l'épreuve de l'actualité*, Issy-les-Moulineaux, ESF, 2006, p. 119-136 ; avec D. Nourrisson (éd.), *Identités, mémoires, conscience historique*, Lyon, IUFM, 2003.

- ♦ « **L'enseignement de l'histoire, sa grammaire et ses questions vives** » par **Charles Heimberg** (historien, formateur en didactique de l'histoire à l'Institut de formation des maîtres, privat-docent à l'Université de Genève, coordinateur de la rédaction du *Cartable de Cléo*).

Quelle histoire apprend-on à l'école? S'agit-il d'un récit linéaire se voulant exhaustif ? D'un récit identitaire? Ou s'agit-il d'exercer une démarche de compréhension en mobilisant les modes de pensée, le regard sur le monde et les questionnements qui sont propres à la discipline historique? En outre, dans quelle mesure les controverses, les enjeux de mémoire et autres questions vives sont-ils pris en compte à l'école? L'histoire que l'on y donne à voir est-elle une histoire de tous? La présentation évoquera ces différentes questions en s'appuyant sur des exemples suisses, italiens et français. Elle évoquera en particulier l'enseignement de la Shoah et la distinction entre l'histoire et la mémoire.

Publications : « Entendre des témoins et apprendre l'histoire de la Shoah », dans E. Pruschi (dir.), *Survivre et témoigner : rescapés de la Shoah en Suisse* [DVD], Genève, IES-HETS, 2007 ; *L'histoire à l'école. Modes de pensée et regard sur le monde*, Issy-les-Moulineaux, ESF Éditeur, 2002.

- ♦ « **Enseigner l'histoire de l'immigration** » par **Benoît Falaize** (professeur d'histoire, chargé d'études et de recherches à l'INRP).

A l'occasion de l'ouverture de la Cité de l'histoire de l'immigration, la mission de préfiguration a confié à l'INRP la charge de dresser un état des lieux de l'enseignement de l'histoire de l'immigration, de l'école primaire au baccalauréat. Programmes, débats publics, manuels et pratiques scolaires ont été analysés. Il en ressort un bilan contrasté, où la question de l'immigration n'est pas absente, mais où l'histoire fait figure de parent pauvre. Au grand dam d'une lecture renouvelée de la construction de la nation française.

Publications récentes : collectif, *La France et l'Algérie : leçons d'histoire. De l'école en situation coloniale à l'enseignement du fait colonial*, Lyon, INRP, 2007 ; avec C. Bonafoux et L. De Cock-Pierrepoint, *Mémoires et histoire à l'école de la république*, Armand Colin, 2007.

- ♦ « **Quel rôle pour les témoins ?** » par **Laurent Douzou** (professeur à l'IEP de Lyon, Université Lumière-Lyon 2).

Les questions vives comme la résistance, le génocide des Juifs, la guerre d'Algérie, sont souvent des questions contemporaines, sur lesquelles peuvent s'exprimer des acteurs, à un titre ou à un autre. La prise en compte de leurs témoignages est indispensable pour l'historien, dans quelle mesure, à quelles conditions l'est-elle pour le professeur d'histoire dans son travail didactique ?

Publication récente : *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Seuil, 2005.

Après-midi (14h30-17h30)

- ♦ « **L'espace israélo-palestinien : quelle place dans la culture scolaire en géographie ?** » par **Pascal Clerc** (maître de conférences en géographie à l'IUFM de Lyon-Université Lyon 1, membre de l'équipe Épistémologie et histoire de la géographie, UMR 8504 Géographie-cités).

Cette communication repose sur un paradoxe : l'espace israélo-palestinien est très présent dans les médias, et à juste titre tant il met en jeu de débats, de conflits, de positions et de concepts (géographiques pour ce qui m'intéresse ici) du niveau local au niveau mondial. Dans la culture scolaire en géographie par contre, les références à cet espace sont peu nombreuses et n'abordent que marginalement les enjeux importants. Ce paradoxe est amplifié par les finalités de compréhension du monde contemporain affichées dans les textes officiels. L'objectif de la communication sera donc de présenter cette situation et de formuler quelques hypothèses, contextuelles et plus générales, relatives au fonctionnement de la culture scolaire en géographie pour ce qui concerne le traitement des questions vives.

Publications : « Peut-on parler du conflit israélo-palestinien dans les manuels scolaires ? », dans A. Legardez et L. Simonneaux (dir.), *L'école à l'épreuve de l'actualité*, Issy-les-Moulineaux, ESF, 2006, p. 137-146 ; *La culture scolaire en géographie. Le monde dans la classe*, Rennes, PUR, 2002.

Puis des ateliers permettront d'aborder concrètement des exemples de pratiques enseignantes autour de certaines questions vives ; au choix :

- ATELIER 1 : « Comment enseigner la Shoah ? », animé par Yannick Mével** (professeur d'histoire-géographie en lycée, formateur à l'IUFM à Dunkerque, militant du CRAP-Cahiers pédagogiques).

Si cet atelier présentera des exemples d'approche de cette difficile question en collège et au lycée, ce sera surtout comme point de départ à une réflexion collective, d'abord sur nos pratiques, nos choix documentaires, puis au-delà sur l'enjeu de la distinction entre histoire et mémoire dans les cours d'histoire.

- ATELIER 2 : « Esclavage, colonisation, racisme : trois réalités historiques qui posent de brûlantes questions pédagogiques. Autour de quel "héritage" idéologique et politique ces réalités se sont-elles structurées ? », animé par Pascal Diard et Marie Hélène Millet** (professeurs d'histoire-géographie, militants au GFEN).

Comment pouvons-nous susciter et organiser le débat d'idées, la libre expression mais aussi une place à l'imaginaire chez nos élèves, pour qui ces questions ne se conjuguent pas seulement au passé ? Positions théoriques et expériences pratiques seront mis en partage et débat au cours de cet atelier."

ATELIER 3 : « Enseigner l'histoire de l'esclavage », animé par Eric Mesnard (formateur à l'IUFM de Créteil-Paris 12, membre du CVUH).

Cet atelier se propose de dresser l'état des lieux des enjeux pédagogiques et civiques liés à l'enseignement de l'esclavage et des traites négrières. Après une réflexion générale sur certains points de cette question « controversée », il s'agira d'étudier les pistes pédagogiques envisageables en fonction des éventuels nouveaux programmes...

ATELIER 4 : « Enseigner le conflit israélo-palestinien », animé par Dominique Comelli (formatrice à l'IUFM de Papeete, ancienne responsable du groupe histoire-géographie au SNES).

Samedi 15 mars 2008

**LES ARTICULATIONS ENTRE LES USAGES PUBLICS DE L'HISTOIRE,
LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE ET L'HISTOIRE SCOLAIRE**

*Ecole Normale Supérieure, Paris Ve (M° Monge, M° Censier, RER B Luxembourg) :
au 29, rue d'Ulm (le matin) et entre le 29 et le 46 rue d'Ulm (l'après-midi).*

Matinée (9h-13h)

♦ « **Les résonances scolaires des usages publics du fait colonial** » par **Françoise Lantheaume** (maître de conférences à l'Université Lumière-Lyon 2) et **Laurence De Cock-Pierrepont** (professeur d'histoire-géographie et formatrice à l'IUFM de Versailles).

Les débats sur le fait colonial qui ont saturé l'espace public ces dernières années ont remis sur le devant de la scène la question de son enseignement. Suspectées d'occultations ou de parti-pris, les prescriptions ont été montrées du doigt comme défaillantes. Les pratiques enseignantes elles-mêmes ont été soupçonnées d'incapacité à poser la question coloniale. La question plus générale de l'enseignement de questions controversées est ainsi posée, particulièrement quand entrent en résonance l'identité nationale, des mémoires conflictuelles, des savoirs discutés, un enseignement à la fonction civique avérée visant à « faire société ».

Publications récentes : collectif, *La France et l'Algérie : leçons d'histoire. De l'école en situation coloniale à l'enseignement du fait colonial*, Lyon, INRP, 2007 ; C. Bonafoux, L. De Cock-Pierrepont et B. Falaize, *Mémoires et histoire à l'école de la république*, Armand Colin, 2007.

♦ « **L'Afrique, quelle histoire ?** » par **Catherine Coquery-Vidrovitch** (professeur émérite à l'Université Diderot-Paris 7) et **Rémy Bazenguissa** (maître de conférences en sociologie à l'Université de Lille).

Le récent discours de Dakar de Nicolas Sarkozy, en reprenant les poncifs colonialistes, pointe encore une fois une Afrique fantasmée, pleine de mystères, qui ne serait entrée dans l'histoire qu'au contact colonial. D'une certaine manière, les programmes scolaires, en éludant la question de l'histoire longue de l'Afrique, perpétuent cette vision de l'histoire africaine. Les recherches, même anciennes, anthropologiques ou historiques montrent pourtant que le « moment colonial » s'inscrit dans une temporalité propre à l'Afrique qu'il s'agit aujourd'hui de resituer pour contrer les discours encore pétris, consciemment ou non, d'esprit civilisateur. De ce point de vue alors, quelle histoire pour l'Afrique ?

Publication récente : C. Coquery-Vidrovitch, D. Hémerly et J. Piel (éd.), *Pour une histoire du développement. Etats, sociétés, développement*, Paris, L'Harmattan, 2007.

♦ « **A propos de "l'identité nationale"** » par **Gérard Noiriel** (directeur d'études à l'EHESS, co-fondateur et membre du comité de rédaction de la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire*).

L'intervention commencera par présenter la genèse de l'expression « identité nationale », et ses équivalents (« âme nationale », « caractère national », etc.), pour montrer qu'il n'existe aucune définition scientifique satisfaisante. On verra ensuite que la question de l'identité nationale n'a jamais fait non plus l'objet d'un consensus dans le champ politique, puisqu'elle a été au centre des luttes opposant la droite nationale-sécuritaire et la gauche social-humanitaire. La dernière partie de l'intervention abordera le rôle de l'enseignement et de la recherche historique dans le processus de valorisation/dénonciation de l'identité nationale.

Publications récentes : À quoi sert « l'identité nationale », Paris, Agone (CVUH), 2007 ; (dir.) *L'identification : genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, 2007.

- ♦ « **Idéaux républicains, un contre-modèle** » par **Olivier Le Trocquer** (professeur d'histoire-géographie en lycée) et **Sylvie Aprile** (maître de conférences à l'Université de Tours).

En partant des limites des programmes existants, nous montrerons ce que la République comme gouvernement écarte, oublie, élude, repousse. Autrement dit, nous questionnerons l'enseignement de la République comme une forme de progrès, et tenterons de faire comprendre ce sur quoi se fait cette œuvre : refoulement, oubli, amnistie, silences, etc. Cela permettra de comprendre et d'interpréter autrement les « crise de la République » : comment redonner un sens plus complexe à l'anti-parlementarisme, ou à ce qui reste désigné comme tel, et que, dans le peu de temps imparti, on est tenté de lire comme un simple conflit entre les ennemis de la République et les Républicains, en oblitérant tout ce qui reste conflictuel (le problème de l'amnistie, l'absence des lois sociales, la question de la démocratie directe, le mouvement coopératif, la question coloniale, le développement de l'immigration, etc.) ?

Publications : S. Aprile et al. (dir.), *Comment meurt une République. Autour du 2 décembre 1851*, Paris, Créaphis, 2004 ; O. Le Trocquer, « Le 4 septembre 1870 », dans C. Delporte et A. Duprat (dir.), *L'événement. Images, représentation, mémoire*, Paris, Créaphis, 2004.

- ♦ « **Les "questions vives" en histoire et en géographie, leurs représentations et la fabrication des programmes** » par **Armand Frémont** (géographe, ancien recteur des académies de Grenoble et Versailles, ancien président du groupe d'experts sur les programmes de première et terminale).

Le problème des "questions vives" a été l'un de ceux auxquels le groupe d'experts a été confronté tout au long de sa démarche d'élaboration des programmes. Il s'est avéré que les personnes et institutions consultées (fort nombreuses) ne convergeaient pas, bien au contraire.

Publication récente : *Aimez-vous la géographie ?*, Paris, Flammarion, 2005.

Après-midi (14h30-18h)

Des ateliers permettront de réfléchir sur les évolutions souhaitables des programmes pour mieux prendre en compte ces questions vives ; au choix :

- ATELIER 1 : « Enseigner l'histoire de l'Afrique », animé par Jean-Luc Martineau** (maître de conférences à l'INALCO, ancien enseignant dans le secondaire).

L'atelier propose de réfléchir collectivement à des pistes de programmes « africanisés ».

- ATELIER 2 : « Comment enseigner l'histoire de la République ? », animé par Laurent Colantonio** (docteur en histoire, professeur d'histoire-géographie au collège Rosa Luxemburg à Aubervilliers).

En reprenant les principaux aspects abordés dans la conférence du matin, l'atelier propose de réfléchir aux modalités possibles d'insertions de l'histoire de la République dans les prescriptions actuelles.

- ATELIER 3 : « Le fait religieux, une approche transdisciplinaire ? », animé par Philippe Gaudin** (responsable Formation-Recherche à l'IESR, Institut européen en science des religions).

- ♦ **Conclusions du colloque par Alain Legardez** (professeur en Sciences de l'Education, IUFM d'Aix-Marseille-Université de Provence et UMR ADEF, co-responsable du GRID-QSV, groupe de recherches interdisciplinaires en didactiques des questions socialement vives).

Publication récente : avec L. Simonneaux (dir.), *L'école à l'épreuve de l'actualité. Enseigner les questions vives*, Issy-les-Moulineaux, ESF, 2006.

Les actes du colloque seront publiés chez ADAPT avant la fin de l'année 2008.

Groupe Histoire-Géographie du SNES-FSU

Co-responsables : Alice Cardoso, alice.cardoso@snes.edu
et Franck Thénard-Duvivier, thenard@snes.edu